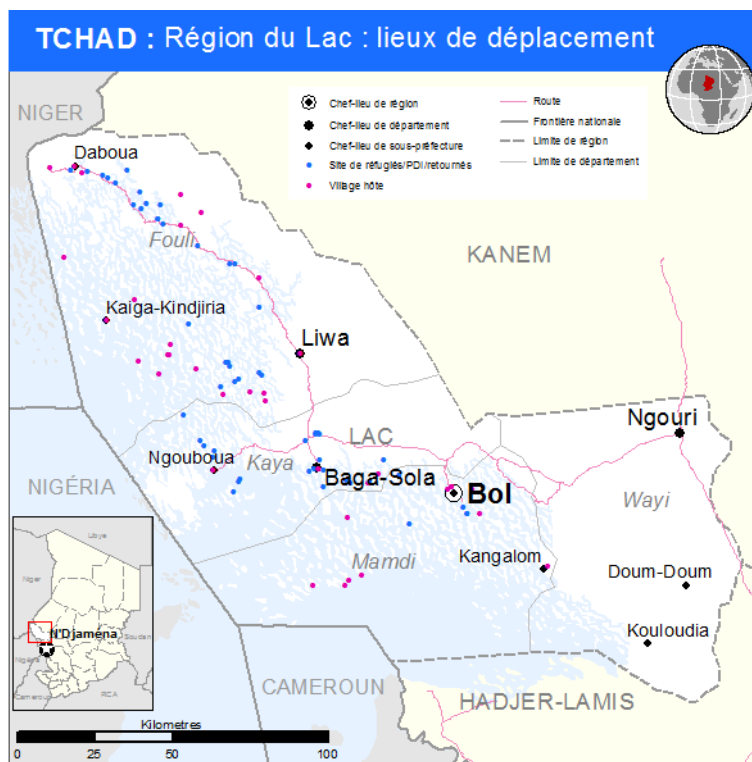




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires et concerne les vagues de déplacements internes depuis le 21 juillet 2015. Il est publié par OCHA Tchad et couvre la période du 1er au 31 mai 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 30 juillet 2017.

## Faits saillants

- La situation est marquée par une détérioration de la protection des civils dans les zones frontalières de Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia, où ont été rapportées plusieurs attaques contre des villages.
- De nouveaux déplacements ont été observés suite à des incidents sécuritaires.
- En parallèle, les dynamiques de retour continuent : 11 000 personnes dans le besoin retournées dans leurs villages d'origine ont été identifiées suite à une mission d'évaluation multisectorielle dans la sous-préfecture de Kangkalom.
- 160 incidents de protection et 134 cas de violences basées sur le genre ont été rapportés en mai.
- 19 nouvelles unités nutritionnelles ambulatoires ont été ouvertes, permettant de prendre en charge plus de 3 000 cas de malnutrition aiguë sévère en mai, soit 20% de plus que le mois précédent.
- A la moitié de l'année, le plan de réponse 2017 pour la crise dans la région du Lac au Tchad n'a reçu que 18% des fonds nécessaires pour sa mise en œuvre.



### 106 045

déplacés enregistrés depuis mai 2015

Dont :

- 90 911 déplacés internes
- 14 810 retournés Tchadiens
- 324 ressortissants des pays tiers

Source : Cluster Abris / AME / CCCM – OIM (Matrice de suivi des déplacements du 18/01/2017).

### 12 759

déplacés\* estimés pas encore enregistrés.

Source : Cluster Abris / AME / CCCM – OIM (18/01/2017).

### 8 296

réfugiés dont 5 964 dans le camp de Dar-es-Salam depuis janvier 2015.

Source : HCR/CNARR (31/05/2017)

\*Le statut de ces déplacés n'est pas encore déterminé, ils peuvent donc être déplacés internes, retournés, ressortissants de pays tiers ou demandeurs d'asile.

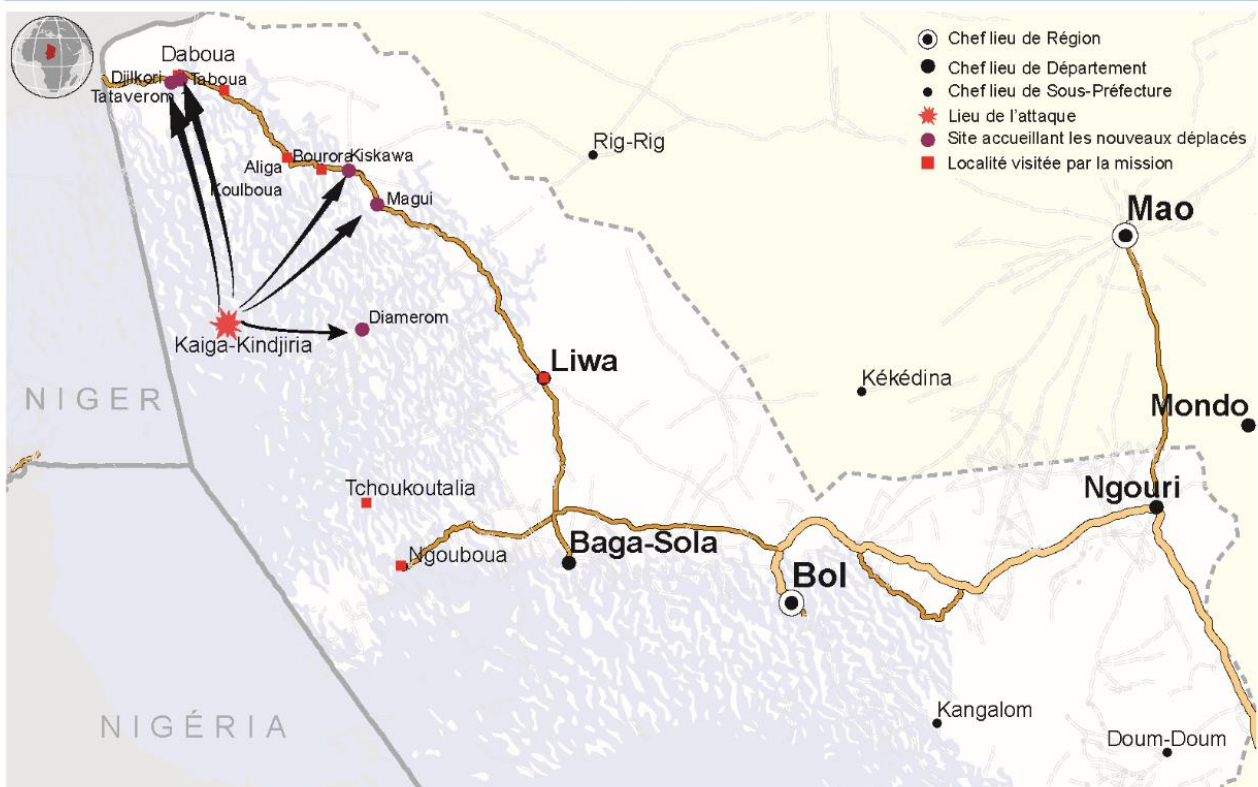
## Aperçu de la situation

La situation sécuritaire est marquée par une détérioration de la protection des civils dans les zones frontalières de Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia, en lien avec les opérations militaires en cours au Niger et au Nigeria et les multiples attaques et incursions d'éléments armés dans la région du Lac. Ainsi, depuis l'attaque du 5 mai à Kaiga Kindjiria, une dizaine d'attaques contre des villages ont été rapportées, particulièrement dans les zones de Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia, qui auraient entraîné la mort d'une quinzaine de civils. Les attaques incluent de multiples violations des droits de l'homme, y compris le meurtre et enlèvement de civils, mais aussi la destruction de biens matériels, et le vol de bétail. Dans ce contexte, il est nécessaire d'assurer la protection des civils et de renforcer la sécurité, notamment dans les zones où le redéploiement de militaires a créé un vide sécuritaire, et dans les zones de retour. Par ailleurs, la résurgence d'attaques a un impact négatif sur l'accès humanitaire, réduisant la possibilité d'interventions humanitaires dans les zones de Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia, où environ 15 000 personnes seraient en situation de déplacement, selon la mise à jour du cluster Abris/AME/CCCM de janvier 2017.

En juin, plus de 100 personnes en situation de reddition, en large majorité des femmes et des enfants, se seraient présentées aux autorités des zones frontalières, en majorité à Tchoukoutalia. Parmi ces personnes, deux étaient armées et ont remis leurs armes aux autorités lors de leur reddition début juin. Trois vagues importantes de personnes en situation de reddition ont ensuite suivi : 23 personnes le 14 juin (parmi lesquelles 6 femmes et 9 enfants), 23 personnes le 21 juin (parmi lesquelles 14 femmes et enfants), et la vague la plus importante le 22 juin, avec 57 personnes dont 10 femmes et 38 enfants accompagnés de têtes de bétail et animaux. Ces personnes seraient originaires des sous-préfectures de Ngouboua et Liwa. La gestion des personnes en situation de reddition serait tout d'abord effectuée par les autorités militaires, qui transfèrent ensuite ces personnes aux autorités administratives pour qu'elles soient placées sous la responsabilité de leurs chefs de village d'origine.

Suite à l'attaque du 5 mai à Kaiga Kindjiria, qui avait causé la mort de cinq civils, une mission d'évaluation humanitaire a été réalisée par le cluster Abris/AME/CCCM du 23 au 25 mai. Sur les douze sites couverts par la mission, cinq accueilleraient de nouvelles personnes déplacées suite à l'attaque (Diamerom, Magui, Taboua, Djilkori et Kiskawa). Aux plus de 8 000 personnes déjà déplacées et enregistrées ou estimées dans ces sites, s'ajoutent plus de 700 personnes (169 ménages), dont 124 venus de Kaiga Kindjiria et 45 venus du Niger.

TCHAD : Localisation des nouveaux déplacements rapportés lors de la mission Abris CCCM, 23-25 mai 2017 



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.  
Date de création : 20 juin 2017 Références : TCD\_Mission abris CCCM\_ASI\_20170620 Sources : Partenaires Commentaires : ocha-cha@un.org www.unocha.org/tchad www.reliefweb.int

Pour certains, ce déplacement serait déjà le deuxième depuis leur déplacement initial de leur village d'origine, mais ils n'auraient jamais été enregistrés en tant que déplacés par les acteurs du cluster CCCM. Aucun nouveau site ne semble avoir été créé suite à l'attaque du 5 mai. Aucun des nouveaux déplacés ne s'est dit prêt à retourner à Kaiga Kindjiria, en raison du sentiment d'insécurité. Enfin, avant l'attaque du 5 mai, certains déplacés effectuaient des mouvements pendulaires vers la zone de Kaiga Kindjiria pour les travaux agricoles ; l'attaque a limité l'accès aux zones fertiles, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire des personnes déplacées sur ces sites.

**D'autres déplacements liés aux récentes attaques ont été rapportés.** Le 28 juin, un nouveau site a été découvert par l'ONG ACF dans le canton de Kiskra, à moins de 3 km avant le village Digou 3 sur l'axe Kiskra – Diamérom. Environ 200 personnes se seraient déplacées depuis le 26 juin, en provenance de la zone de Tchoukoutalia, précisément des villages de Wangui (situé à 3 km de Tchoukoutalia au nord), Leletoua (à 5 km de Tchoukoutalia à l'ouest) et Kaguéréram (à 5 km au nord-ouest de Tchoukoutalia). De nombreux autres seraient encore en route. Le motif de ce déplacement est la peur et le sentiment d'insécurité à la suite de l'attaque de Wangui par des éléments d'un groupe armé, le 27 mai. Les déplacés ont donné au site le nom de Kengua. Une évaluation rapide est en cours de préparation par plusieurs partenaires.

**En parallèle, des dynamiques de retour continuent à être observées. Une mission conjointe d'évaluation multisectorielle dans cinq villages dans la sous-préfecture de Kangelom du 7 au 9 juin a permis d'analyser les conditions de vie de 11 000 personnes retournées dans leurs villages d'origine depuis janvier 2016, en majorité des femmes et des enfants.** Ces personnes, qui avaient dû abandonner leurs villages du fait des évacuations des zones insulaires en 2015 liées aux opérations militaires, font face à de fortes vulnérabilités dans les secteurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi qu'en éducation. Les autres besoins prioritaires incluent notamment l'accès aux soins de santé, la distribution d'articles ménagers essentiels, et l'assistance en moyens d'existence. Des retours ont également été rapportés dans d'autres villages qui n'ont pas été visités par la mission d'évaluation : Farguimi, Koumou, Kouradi, Doubaba, Dal, Nguiria, Ridjibo et Blarigui. Une éventuelle assistance à ces personnes est en cours de réflexion, mais devrait faire face à de nombreuses contraintes d'accès physiques et sécuritaires. Malgré la présence de militaires dans la zone, des incidents sécuritaires ont été rapportés dans les villages visités, et soulignent une fois de plus l'importance de garantir la sécurité dans les zones de retours.

**Localisation des villages de retour visités par la mission conjointe d'évaluation multisectorielle, du 7 au 9 juin 2017**



**De nouveaux partenaires se positionnent afin de répondre aux besoins multisectoriels dans la région du Lac.** Ainsi, l'ONG INTERSOS a annoncé le lancement de ses opérations dans la région avec un projet de 12 mois financé par la coopération italienne à Tchoukoutalia, Fourkolom et Ngouboua en santé, eau hygiène assainissement, et sécurité alimentaire. La vérification du nombre de bénéficiaires est en cours. Par ailleurs, l'ONG CARE lance un projet intégré de réponse d'urgence de deux ans, en faveur de 34 000 personnes dans les sous-

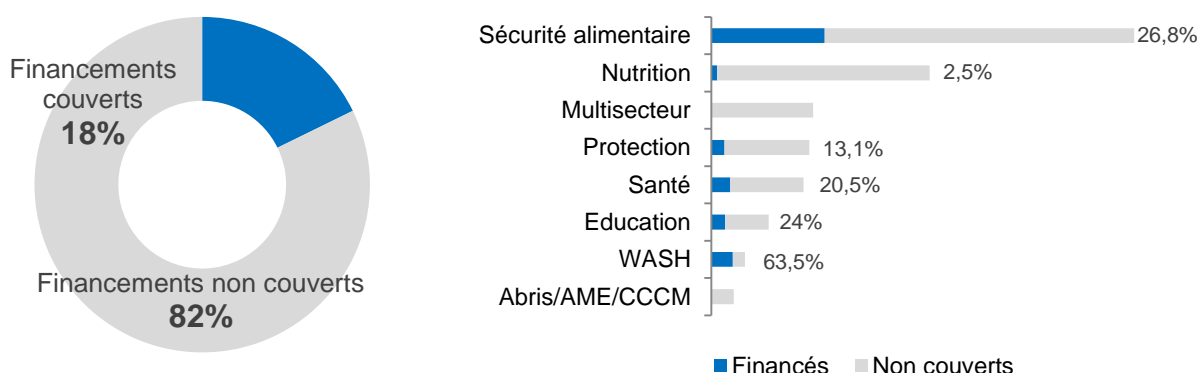
préfectures de Ngouboua et Liwa (dont des réfugiés, des déplacés internes, des retournés et des populations hôtes), financé par GAC (Global Affairs Canada). Le projet couvre les secteurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les moyens d'existence, et la santé de la reproduction. Un consortium de trois ONG (OHD, ACHUDE et CHORA) lance un projet pour l'appui à la sécurité alimentaire et l'autonomisation des ménages, visant les populations hôtes et déplacées dans la zone de Baga Sola (2 613 ménages dans 18 villages) et de Liwa (105 ménages de déplacés). Les axes d'intervention sont la production agricole, les activités génératrices de revenus, l'appui à la filière pêche, l'appui à la reconstitution des petits ruminants, ainsi qu'une assistance alimentaire ponctuelle en période de soudure et un volet transversal de sensibilisation et de formation en eau, hygiène et assainissement. Enfin, l'ONG Concern Worldwide démarre des activités dans les secteurs de la santé et nutrition ciblant 9 423 personnes à Tchoukoutalia.

**Le 22 juin, le cas suspect d'hépatite E identifié le 24 mai par l'ONG MSF sur le site de Diamerom a été déchargé de l'hôpital.** Les échantillons envoyés au laboratoire sont toujours en attente de confirmation. En prévention, le cluster santé a renforcé la surveillance épidémiologique et la formation du personnel, et le cluster WASH a élaboré un plan de réponse qui inclut notamment la chloration de l'eau, la formation de relais communautaires afin de renforcer les sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiène, et la construction de latrines. Un cas suspect de polio virus sauvage a également été identifié en mai dans la région du Lac. Les résultats du laboratoire restent en attente avant confirmation.

+ Pour plus d'informations, consultez la section "Historique de la crise" à la fin de ce rapport.

## Financement

Au 3 juillet 2017, **18% des 121 millions de dollars requis en 2017 (21,5 millions de dollars américains reçus) pour la réponse à la crise dans la région du Lac au Tchad ont été couverts.** Le secteur Abris/AME/CCCM n'a reçu aucun financement, tandis que le secteur eau, hygiène et assainissement est le mieux financé, avec 63,5% des financements requis couverts à la moitié de l'année.



En mai 2017, **3,5 millions de dollars américains ont été alloués par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour une réponse rapide aux besoins urgents de 40 000 personnes dans les zones insulaires et villages au sud du canton de Bol.** Ces fonds permettront de renforcer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés, l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et assainissement de base, l'accès aux soins de santé d'urgence, et la prise en charge des personnes victimes d'incidents de protection. Cette allocation contribue au plan de réponse développé par la communauté humanitaire suite à l'évaluation multisectorielle de février 2017, qui avait identifié des vulnérabilités spécifiques dans ces zones précédemment considérées vides. La mise en œuvre de ces projets devra faire face aux difficultés d'accès physiques et sécuritaires, et nécessitera la coordination des partenaires afin de mutualiser les ressources. Il est également important que les autorités renforcent la sécurité dans les zones d'intervention.

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

## Réponse humanitaire



### Abris – Articles ménagers essentiels – CCCM (Coordination et gestion des sites de déplacés – sites spontanés et villages hôtes)

#### Besoins :

- 10 000 personnes déplacées avec des besoins spécifiques nécessitent des abris.
- 60 000 personnes déplacées ont besoin d'articles ménagers essentiels.
- L'ensemble des personnes déplacées a besoin de solutions durables promouvant l'autosuffisance et la réintégration.

#### Réponse :

- 500 ménages ont reçu des kits de réhabilitation d'abris en matériaux locaux, distribués par la Croix-Rouge Tchadienne (CRT) au camp de réfugiés de Dar-es-Salam. Par ailleurs, 500 foyers améliorés ont été distribués par la CRT aux ménages les plus vulnérables du camp, après une sensibilisation sur leur utilisation organisée le 15 mai pour environ 200 personnes.
- 5 760 réfugiés ont reçu du savon distribué par la CRT.
- 79 ménages du site d'Aliga Koulboua ont reçu des articles ménagers essentiels (AME) par l'ONG Help-Tchad, suite à l'alerte par la mission du cluster Abris/AME/CCCM réalisée du 23 au 25 mai (1 bâche, 2 moustiquaires et 10 boules de savon par ménage).
- 180 abris semi-durables ont été finalisés par l'OIM et son partenaire ASD, ainsi que l'installation de deux forages et le lancement des activités de production du riz dans le village Walwal, dans la sous-préfecture de Baga-Sola, dans le cadre de la relocalisation et la réintégration de 180 ménages du site Kousseri 2.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- 90% des 2 300 ménages déplacés avec des personnes à besoins spécifiques sont dans des abris en mauvais état.
- Le manque de partage d'informations concernant l'assistance fournie dans les sites est une contrainte pour le fonctionnement du cluster.
- La mission du cluster Abris/AME/CCCM du 23 au 25 mai a souligné un besoin d'assistance en ustensiles de cuisine et bâches en faveur des 700 nouveaux déplacés identifiés dans cinq sites (Diamerom, Magui, Taboua, Djilkori et Kiskawa).
- 2 180 ménages retournés dans leurs villages d'origine dans la sous-préfecture de Kangalom ont besoin d'un appui en AME, selon les recommandations de la mission d'évaluation multisectorielle qui a visité cinq villages du 7 au 9 juin (Kan, Dodji, Bougourou, Kadjila et Maya).



### Eau, hygiène et assainissement

#### Besoins :

- 150 000 personnes ont besoin d'accès à l'eau potable en quantité suffisante (points d'eau, traitement de l'eau, etc.) et aux infrastructures d'hygiène et assainissement de base (latrines, kits et système de gestion des déchets, etc.).

#### Réponse :

- En mai, deux forages ont été repris par l'ONG OXFAM pour remplacer les forages ne répondant pas aux normes sur les sites de Chebrey et Nguilbia, couvrant les besoins en eau potable de 3 425 personnes. Un comité de gestion de point d'eau a été mis en place sur chacun de ces sites. Par ailleurs, une pompe solaire a été réparée à Loudjia, également par OXFAM.
- Une mission d'évaluation de l'ONG ACF a été effectuée du 2 au 3 mai à Koulikimé. La mission a identifié 970 ménages dont 442 nouveaux, soit un total de 5 521 habitants à Koulikimé 1, ainsi que 384 ménages dont 227 nouveaux, soit un total de 2 007 habitants à Koulikimé 2. Les besoins non couverts principaux sont l'accès à

**62 %**

Taux d'accès à l'eau potable de la population cible dans les sites et villages hôtes en mai

**30 %**

Couverture d'hygiène et assainissement de la population cible dans les sites et villages hôtes en mai

l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que les articles ménagers essentiels. Suite à cette évaluation, le 24 mai, une station de traitement d'eau a été installée par ACF à Koulikimé 1, permettant de fournir 20 litres d'eau potable par jour à 980 ménages. Cette réponse est provisoire et ne permet pas de couvrir tous les besoins ; ACF prévoit de construire 3 forages à Koulikimé 1 en remplacement du système de traitement d'eau.

- 10 séances de sensibilisation ont été organisées par l'ONG OXFAM, dont 1 sur les pratiques d'hygiène autour des points d'eau et 9 sur la prévention de l'hépatite E, suite à l'alerte lancée après la découverte d'un cas suspect. 1 782 personnes ont été sensibilisées dont 48% de femmes et 10% d'enfants. 25 clubs de mamans ont également été redynamisés ainsi que 120 volontaires en hygiène identifiés (dont 50% de femmes).
- 1 801 kits WASH ont été distribués par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) dans neuf sites (Worreï, Hamélé, Kiskira, Bya, Salia N'Gandou, Fendé, Abourom, Salia, Yayarom).
- 22 maçons communautaires ont été formés par l'ONG OXFAM pour la construction de latrines familiales.
- La construction d'un laboratoire d'analyse de l'eau a été finalisée à Daboua, par l'ONG OXFAM.
- Dans le cadre de la préparation du projet WASH financé par les fonds CERF dans cinq îles du canton de Bol, 2 200 kits WASH et 2 200 kits AME ont été acheminés à Bol par l'UNICEF et son partenaire IHDL.

### Besoins non-couverts et contraintes :

- La couverture en eau, hygiène et assainissement reste faible dans les quatre zones de Kaiga Kindjiria (îles et terre ferme), Ngouboua (îles et terre ferme), Kangelom (îles et terre ferme) et Bol (zones insulaires). Au total près de 110 000 personnes sont dans le besoin en eau et assainissement soit 70 000 dans les anciens sites de déplacés et villages hôtes auxquels s'ajoutent les 40 000 personnes estimées sur les 14 îles et villages évalués en février 2017 dans la sous-préfecture de Bol. Le besoin estimé dans ces quatre zones inclut la construction de 220 forages et 8 500 latrines communautaires et familiales, le traitement de l'eau et la sensibilisation sur l'hygiène et assainissement pour un changement de comportement.
- La qualité de l'eau reste un défi majeur.
- Le taux de défécation à l'air libre est de plus de 80% ; certaines coutumes constituent des obstacles pour le changement de comportement.
- La mission du cluster Abris/AME/CCCM du 23 au 25 mai a souligné un besoin de distribuer des kits WASH aux 700 nouveaux déplacés identifiés dans cinq sites (Diamerom, Magui, Taboua, Djilkori et Kiskawa). Par ailleurs, il est nécessaire de réaliser 8 forages (1 sur le site de Taboua, 4 à Magui, 2 à Diamerom et 1 à Djilkori). Enfin, il a été constaté une insuffisance, voire une absence de latrines sur ces sites, à part à Magui et Diamerom.
- La mission d'évaluation multisectorielle conduite du 7 au 9 juin dans cinq villages de la sous-préfecture de Kangelom a identifié le secteur WASH comme une priorité pour les 11 000 personnes retournées dans leurs villages d'origine, qui n'ont pas accès à l'eau potable de qualité. Aucun forage ni latrine n'existe dans les cinq villages. La mission recommande la construction de 22 forages et 545 latrines, ainsi que la distribution de kits WASH et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

### Besoins WASH dans les cinq villages visités par la mission d'évaluation multisectorielle à Kangelom, du 7 au 9 juin

N°	Noms des villages	Population estimée	Nombre des forages à réaliser	Nombre de latrines à construire
1	Kan 1,2,3	2 500	5	125
2	Dodji 1,2	5 500	11	275
3	Kadjila 1,2	1 700	3	85
4	Bougourou	700	2	35
5	Maya	500	1	25
<b>Total</b>		<b>10 900 individus</b>	<b>22 forages</b>	<b>545 latrines</b>

## Education

### Besoins :

- 128 000 enfants ont besoin d'éducation en situation d'urgence dans la région du Lac. Parmi eux, 92 000 sont ciblés par le cluster à travers la fourniture de services éducatifs (construction d'espaces temporaires d'apprentissage, réhabilitation d'urgence de salles de classe) et l'amélioration des conditions d'apprentissage (cantines scolaires, distribution de fournitures scolaires, appui psychosocial par les enseignants formés).

**Réponse :**

- Distributions de fournitures scolaires : 4 034 élèves (dont 1 305 dans le département de Kaya et 2 729 dans le département de Wayi) ont reçu des fournitures scolaires distribuées par l'UNICEF. Depuis le début de l'année, 64 951 élèves ont bénéficié des distributions de fournitures scolaires.
- Cantines scolaires : en mai, 15 191 élèves dont 7 687 filles (50,6%) dans 93 écoles ont été appuyés à travers le programme de repas scolaires du PAM.
- Neuf écoles bénéficiaires de terrains de sport polyvalents dans les sous-préfectures de Baga-Sola, Bol Urbain, Bol Rural et Kangelom ont reçu des matériels pour des activités génératrices de revenus, distribués par l'ONG COOPI.
- 6 049 personnes dont 57% de femmes ont été sensibilisées sur l'éducation des enfants en particulier des filles dans les départements de Mamdi et Wayi (Baga Sola, Bol, Matafo, et Ngouri).
- 307 adolescents dont 40% de filles ont été sensibilisés sur des compétences de vie (VIH/SIDA, résolution pacifique des conflits et hygiène) par l'ONG COOPI.
- Formations :
  - 327 enseignants contractualisés avec l'UNICEF des départements de Mamdi, Foulé et Kaya ont été formés en appui psychosocial.
  - 286 enseignants du département de Wayi ont été formés sur les innovations pédagogiques.
  - 168 enseignants des départements de Foulé et Kaya ont été formés sur le pilotage, le suivi pédagogique, l'absentéisme des enseignants et l'éducation à la paix.
  - 135 membres du réseau communautaire de protection de l'enfant (RECOPE) ont été formés sur le droit de l'enfant, l'importance de l'éducation des enfants en particulier celle des filles, les violences basées sur le genre (VBG), les mesures communautaires de protection de l'enfant et la résolution pacifique de conflits.
  - 28 inspecteurs, conseillers et animateurs pédagogiques ont été formés sur le suivi pédagogique des enseignants.

**Besoins non-couverts et contraintes :**

- Les distributions de fournitures scolaires ne permettent pas de couvrir tous les élèves inscrits à l'école après la distribution de fournitures scolaires, soit 7 500 élèves non couverts.
- La mission d'évaluation multisectorielle dans la sous-préfecture de Kangelom a identifié le manque d'accès à l'éducation comme un défi prioritaire pour les 2 300 enfants en âge scolaire dans les 5 villages visités (Kan, Dodji, Bougourou, Kadjila et Maya). Ces villages ne disposent d'aucune structure scolaire ni de personnes instruites pouvant devenir des maîtres communautaires. L'école la plus proche se situe à Blarigui, entre 5 à 10km de ces villages.

**Nutrition****Besoins :**

- 51 408 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG) dont 22 017 cas de malnutrition aigüe sévère (MAS).
- Il est nécessaire de renforcer la prise en charge de la malnutrition pour 17 600 enfants des populations déplacées et hôtes.
- Il est nécessaire d'augmenter le dépistage de la malnutrition auprès de 22 000 enfants de moins de cinq ans.

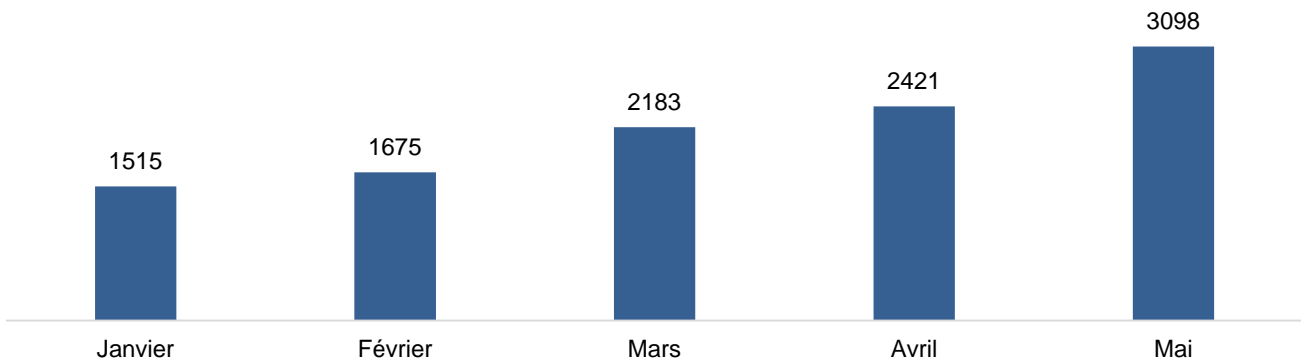
**3 098**

Cas de malnutrition aigüe sévère pris en charge en mai

**Réponse :**

- Prise en charge de la malnutrition aigüe sévère : en mai, 3 098 cas de MAS ont été admis et pris en charge dans les unités nutritionnelles de la région du Lac, dont 1 580 filles (51%). On note une augmentation des cas de plus de 20% par rapport au mois précédent, principalement liée à l'expansion du programme mais aussi à la période de soudure en cours. En effet, 19 nouvelles unités nutritionnelles ambulatoires (UNA) ont été ouvertes dont 16 dans les centres de santé du district sanitaire de Liwa par l'ONG Alima-Alerte Santé et 3 par l'ONG IMC dans les districts sanitaires de Bol et Liwa. En mai, 2 139 enfants malnutris traités dans ces unités nutritionnelles étaient déchargés guéris.

## Nombre de cas MAS pris en charge dans la région du Lac, janvier-mai 2017



- Prise en charge de la malnutrition aiguë modérée (MAM) : en mai, 1 524 femmes enceintes et allaitantes et 8 522 enfants de 6 à 59 mois souffrant de MAM ont été pris en charge par le PAM et ses partenaires. 1 010 volontaires et 100 accompagnants ont également été assistés dans les unités nutritionnelles supplémentaires (UNS).
- 4 722 enfants de 6 à 23 mois ont reçu des compléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition.
- Les activités de prévention de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes ou allaitantes ont débuté en mai dans le département de Wayi avec le partenaire ALIMA Alerte Santé. 406 enfants et 108 femmes en ont bénéficié.
- Suite à la baisse des activités d'urgence et des consultations, les sites de Bourora, Melea, Djilkori et Fallah n'ont plus accès aux services de nutrition depuis le retrait des cliniques mobiles des ONG IMC (Bourora, Melea) et MSF. L'ONG IMC continue cependant d'appuyer le centre de santé de Melea. Les déplacés des sites de Bourora, Djilkori et Fallah ont accès aux services de nutrition à partir des centres de santé de Kiskawa (appuyé par les ONG IRC et MSF).

**Besoins non-couverts et contraintes :**

- Les populations retournées des îles de Bol (40 000 personnes identifiées par une mission d'évaluation en février 2017) et Kangalam (11 000 personnes identifiées par une mission d'évaluation en juin 2017) n'ont pas accès aux services de prise en charge nutritionnelle.
- 16 nouvelles aires de santé ont été ouvertes dans le district de Ngouri sans concertation préalable avec le sous cluster du Lac.

**Protection / Services communautaires****Besoins :**

- Il est nécessaire d'assurer la protection de 65 000 personnes en situation de déplacement à travers des mécanismes de référencement et de réponse multisectoriels.
- 10 000 personnes font face à des risques de protection spécifiques, notamment les enfants et les femmes, et ont besoin de mécanismes de protection communautaires renforcés.

**134**

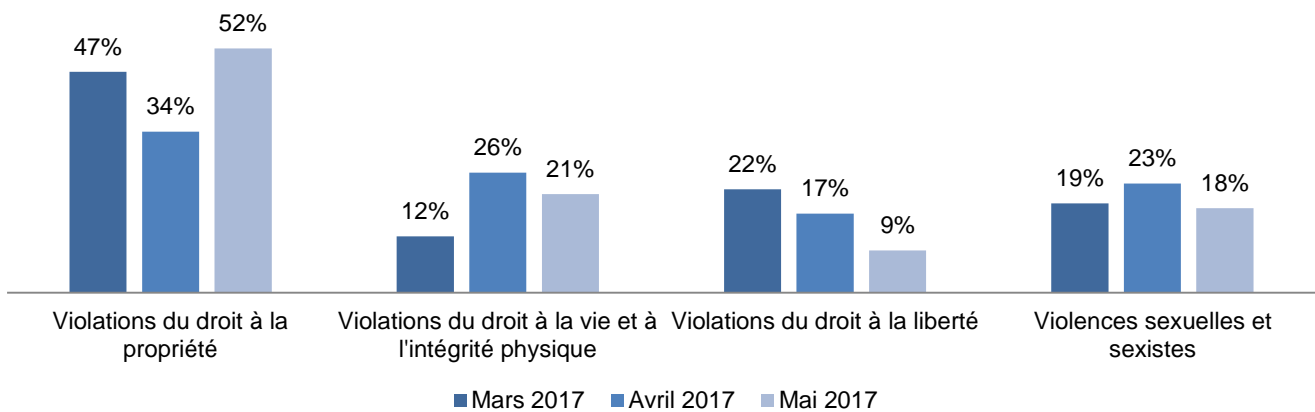
Cas de violences basées sur le genre documentés en mars par le sous cluster VBG

**Réponse :**

- En mai, 160 incidents de protection ont été rapportés sur les 38 sites couverts par le monitoring de protection de la Croix-Rouge Tchadienne (CRT) et du HCR, contre 172 en avril. L'augmentation la plus importante du nombre de cas a eu lieu au village Kaiga Kindjiria, où 22,5% du total des cas ont été enregistrés. Les violations du droit à la propriété continuent d'être les plus récurrentes, suivies des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique (voir graphique ci-dessous). Les victimes de ces incidents sont en majorité des personnes déplacées internes (58% des cas), suivies des populations hôtes (26% des cas). 10% des victimes des incidents rapportés sont des mineurs, en majorité des filles affectées par des violences sexuelles et sexistes. Les auteurs présumés sont dans la majorité des cas des éléments d'un groupe armé ou des hommes en uniforme.

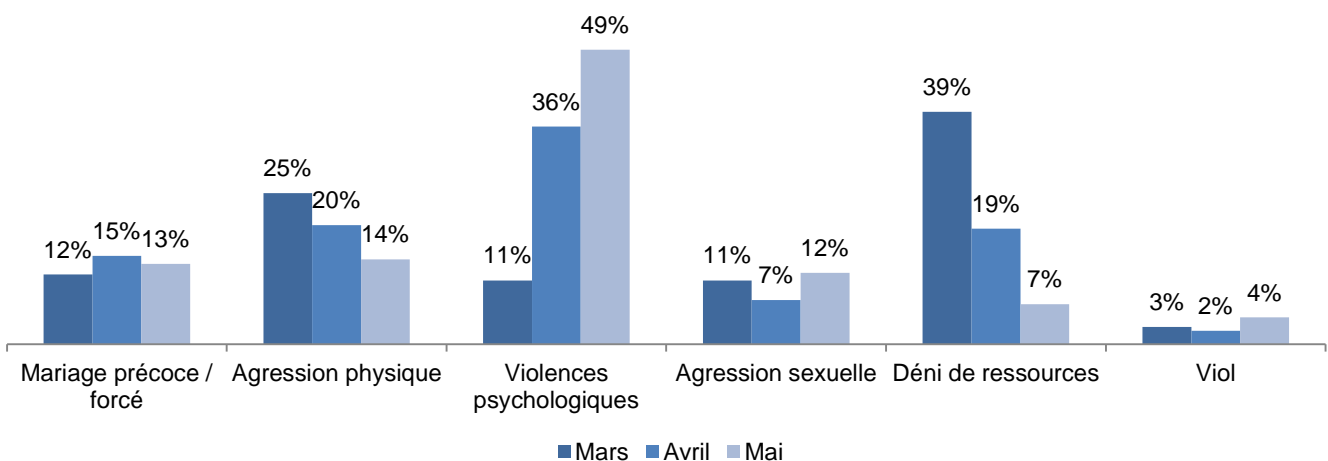


## Evolution des types de violations enregistrées (% du nombre total de violations enregistrées par mois), mars-mai 2017



- La réponse à ces incidents inclut l'assistance aux personnes à besoins spécifiques (390 personnes à besoins spécifiques ont reçu des transferts monétaires par le HCR à travers son partenaire CRT en mai), les sensibilisations (2 923 personnes dont 66% de femmes sensibilisées en mai sur les VBG et la cohabitation pacifique), le plaidoyer auprès des autorités, et le référencement des cas de VBG vers les structures sanitaires les plus proches.
- Des comités de protection ont également été redynamisés dans 15 sites sur l'axe Liwa-Daboua par l'ONG OXFAM.
- Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) :
  - 134 cas de violences basées sur le genre ont été documentés par le sous cluster VBG au mois de mai, dont 44 par UNFPA dans le département de Kaya et 90 par l'ONG IRC sur l'axe Liwa-Daboua (sites de Salia, Kiskawa, Kadoulou, Moundi, Aborom, Haoura, Koudouboul et Magui). Les violences psychologiques représentent la grande majorité des cas, comme en avril (voir graphique ci-dessous). Les proportions par statut sont similaires à celles du mois précédent : 89% des victimes sont des déplacées internes (contre 91% le mois précédent), 7% font partie des populations hôtes (contre 4% le mois précédent) et 4% sont des réfugiées (contre 5% le mois précédent). En termes de prise en charge, la réponse est également similaire au mois d'avril : 100% des victimes ont reçu un appui psychosocial, 17% un appui médical et 6% un appui juridique.

## Evolution des types de VBG enregistrées par mois (% du nombre total de cas enregistrés par mois), mars-mai 2017



- En mai, 6 846 personnes dont 60% de femmes et filles ont été sensibilisées sur les différents types de VBG et les services de réponse existants par l'ONG IRC.
- Protection de l'enfance :
  - 726 nouveaux enfants ont participé aux activités récréatives et psychosociales réalisées dans les trois Espaces Amis des Enfants (EAE) de l'UNICEF. Au total, 3 506 enfants ont bénéficié des activités des EAE depuis le début de l'année.

- 17 mécanismes communautaires de la protection de l'enfant ont été formés à Baga Sola Rural et Urbain et Bol par UNICEF et l'ONG IHDL.
- 1 493 enfants dont 46% de filles, parmi lesquels 15 enfants en situation d'handicap (7 filles) et 12 enfants séparés (6 filles), ont participé aux activités organisées par l'ONG COOPI sur 6 sites (Yakoua, Melea, Maar, Darkani, Kindjiria, Dabantchali). 25 enfants avec des besoins spécifiques (parmi lesquels 13 filles) dans 3 sites (Melea, Maar et Kindjiria) ont bénéficié d'un suivi psychologique.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- Les besoins non couverts restent l'absence de prise en charge légale créant un contexte d'impunité pour les auteurs (d'où le besoin de travailler avec les autorités administratives), la faible prise en charge médicale et psychosociale des victimes, et l'absence de prise en charge socioéconomique pour les victimes et les personnes à besoins spécifiques.
- Il est également nécessaire de développer la mobilisation communautaire (en particulier les mécanismes de protection communautaire en faveur des enfants), et d'élargir la zone du monitoring de protection.
- La région du Lac manque de capacités pour des activités de résolution des conflits intercommunautaires.
- Il a été constaté un manque de documentation (actes de naissance et de mariage) dans tous les 38 sites couverts par le monitoring de protection.
- Les recommandations de la mission d'évaluation multisectorielle dans cinq villages dans la sous-préfecture de Kangelom (Kan, Dodji, Bougourou, Kadjila et Maya) incluent de faire un plaidoyer auprès des autorités pour mettre à la disposition des retournés des documents d'état civil. Pour la protection de l'enfance, il est nécessaire d'identifier les enfants séparés dans les communautés et lancer le processus de recherche des parents dans les différents sites de déplacés.



#### Santé

#### Besoins :

- L'ensemble des personnes en situation de déplacement a besoin d'une surveillance épidémiologique renforcée.
- 187 000 personnes déplacées et des communautés hôtes ont besoin d'un accès amélioré aux soins de santé primaire, à travers l'accès aux médicaments, les cliniques mobiles et l'appui aux centres de santé.

**11 242**  
consultations curatives  
réalisées en mai

#### Réponse :

- En mai, 11 242 consultations curatives ont été réalisées par les partenaires, dont 1 328 par l'ONG IMC. Les pathologies prédominantes demeurent les infections respiratoires aiguës, les diarrhées et le paludisme.
- En mai, 3 378 consultations prénatales ont été réalisées par les partenaires, notamment UNFPA (443), l'ONG IRC (826), et l'ONG IMC (2 133).
- En mai, 768 accouchements ont été assistés par les partenaires, notamment UNFPA (146), l'ONG IRC (200), et l'ONG IMC (250).
- La surveillance épidémiologique a permis d'identifier 3 cas de méningite, plusieurs cas suspects de rougeole et de fièvre jaune qui se sont tous révélés négatifs, et 954 cas de paludisme confirmés dont 6 décédés.
- Dans le cadre de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME), 71 femmes enceintes ont été dépistées séropositives et mises sous antirétroviraux (ARV), dont 14 par UNFPA, et 57 par l'ONG IRC dans huit sites du district sanitaire de Liwa. Deux enfants nés de mères séropositives ont également été placés sous ARV.
- Les activités en santé mentale et psychosociale de l'ONG ACF dans les sites d'Amma, Magui et Yakiram arrivent à terme à la fin du mois de juin 2017. Au total, environ 1 400 personnes ont bénéficié des activités de psychoéducation ; environ 100 personnes ont participé à la thérapie groupale et individuelle ; 75 personnes clés communautaires ont été formées sur les premiers secours psychologiques.
- A partir du 28 mai, la campagne de vaccination contre la poliomyélite a permis de vacciner 209 981 enfants de moins de cinq ans.
- L'ONG IMC a fait une dotation en médicaments aux districts sanitaires de Baga-Sola et Liwa.
- Dans le cadre de la planification familiale, 105 nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de contraception ont été enregistrées, et 826 préservatifs masculins et 113 féminins ont été distribués.
- 3 hangars améliorés ont été construits par l'UNICEF et la DSR-Lac en appui aux centres de santé des zones de responsabilité insulaires de Blarigui, Tetewa et Choua.

**Besoins non-couverts et contraintes :**

- Les cinq villages visités dans la sous-préfecture de Kangalom par la mission d'évaluation multisectorielle du 7 au 9 juin n'ont aucune structure de santé. Le centre de santé le plus proche est situé à un minimum de deux heures de marche ou de voyage par pirogue. Dans l'immédiat, il est nécessaire de renforcer les capacités d'accueil des centres de santé les plus proches (Blarigui et Koulikimé), et mettre en place deux cliniques mobiles couvrant les cinq villages en soins de santé (y compris santé de la reproduction) et de nutrition.

**Accès aux soins de santé dans les villages de la sous-préfecture de Kangalom visités par la mission d'évaluation multisectorielle du 7 au 9 juin**

Villages	Population	Centre de santé / de soins proche	Moyens	Distance/ Durée	Femmes Enceintes	Matrone	Guérisseur	DC
Kan	2500	Koulikimé/Baga Sola	Pirogue	4-5h	45	6	0	14
Dodji	5500	Blarigui/Baga Sola	Pirogue	2-5h	40	2	2	09
Kadjila	1700	Blarigui	Pirogue	10 km	20	5	5	08
Bougourou	700	Blarigui	Pirogue	11 km	20	4	3	0
Maya	500	Blarigui	Pirogue	2 h	15	10	2	20

**Sécurité alimentaire / Moyens d'existence****Besoins :**

- 123 275 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et ont besoin d'assistance alimentaire, ainsi que les réfugiés, retournés et ressortissants de pays tiers. Ceci englobe les 32 000 personnes ciblées au sud de Bol en février 2017.
- 36 000 ménages ont besoin de soutien pendant la prochaine campagne agricole à travers la fourniture de semences et équipements, ainsi que de soutien à l'élevage.

**85 006**  
Personnes  
bénéficiaires  
d'assistance  
alimentaire par le PAM  
et ses partenaires

**Réponse :**

- Distributions de vivres et transferts monétaires :
  - En mai, 44 657 personnes ont bénéficié des distributions de vivres du PAM et ses partenaires.
  - En mai, 40 349 personnes déplacées ont bénéficié des transferts monétaires.
  - Le 8 mai, 200 ménages déplacés du site de Kousseri ont reçu une deuxième assistance en vivres par l'ONG PADIÈSE (la première assistance en vivres, savon et eau de javel avait eu lieu le 8 avril). Le kit d'assistance est composé de vivres et d'AME (natte de 2 places, couverture, bidon de 20 litres, crème, 2 moustiquaires de 2 places, tasse de mesure de 5 litres et assiette).
  - 79 ménages du site d'Aliga Koulboua ont reçu des vivres distribués par l'ONG Help-Tchad, suite à l'alerte par la mission du cluster Abris/AME/CCCM réalisée du 23 au 25 mai.
- Moyens d'existence :
  - Du 5 au 14 mai, 6 000 ménages soit 30 000 personnes ont reçu des semences (maïs, mil, haricot, gombo et oseille) pluviales et maraichères ainsi que des outils aratoires, distribués par le CICR dans le département de Foulï.
  - Le 5 mai, des kits de pêche et trois pirogues ont été distribués aux trois groupements de pêcheurs réfugiés, déplacés et locaux, par la CRT.
  - Le PAM a étendu son projet d'assistance alimentaire pour la création d'actifs dans les sous-préfectures de Ngouboua, Baga-Sola et Bol rural, avec un nouveau partenaire, l'ONG COOPI. Le ciblage des bénéficiaires est en cours. 1 588 personnes sont touchées par les activités mises en œuvre par les autres partenaires, IHDL et SOS Sahel.
  - 436 ménages ont reçu des petits ruminants distribués par les ONG COOPI et CARE dans le cadre du « Projet d'Appui à la Relance Economique au Tchad » (PARET).
  - En plus de ces appuis, une quinzaine d'autres partenaires opérationnels se préparent à apporter des appuis aux moyens d'existence à partir du mois de juin ; il s'agira de distributions de semences, outils,

chèvres, de déstockage d'animaux et de la mise en place d'activités génératrices de revenus (AGR) ou d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). La plupart de ces partenaires sont à l'étape de ciblage des bénéficiaires. D'après l'analyse des données fournies par ces partenaires, les différents appuis annoncés pourront couvrir les besoins immédiats en intrants des 36 000 ménages ciblés.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- Environ 10% des besoins (soit environ 550 000 USD) pour la population locale ne sont pas encore couverts pour la période de soudure par manque de financement ; ce besoin non couvert intègre les personnes ciblées et non assistées dans les zones de retour, soit 17 320 personnes dans les îles au sud de Bol.
- La mission du cluster Abris/AME/CCCM du 23 au 25 mai a souligné une situation alimentaire critique pour les 700 nouveaux déplacés suite à l'attaque de Kaiga du 5 mai. La mission recommande leur intégration dans les listes de distribution pour l'assistance alimentaire.
- Selon la mission d'évaluation multisectorielle dans la sous-préfecture de Kangalom, 11 000 personnes ont besoin d'un appui pour reconstruire leurs moyens d'existence, à travers un appui en matériels de production, l'aménagement des polders irrigués, et le soutien aux activités génératrices de revenus et de maraîchage.

#### Historique de la crise

Depuis début 2015, la région du Lac est sévèrement affectée par l'impact de la crise nigériane. Les opérations militaires en cours et les incidents sécuritaires (attaques contre les villages, vols de bétail, mine et UXOs), particulièrement dans les zones frontalières avec le Nigeria et le Niger, ont entraîné le déplacement de près de 130 000 personnes et affecté les communautés locales déjà vulnérables. La fermeture des frontières avec le Nigeria, l'instauration et la prolongation de l'état d'urgence, ainsi que les restrictions de mouvements qui en résultent, ont eu un impact négatif sur les moyens d'existence des ménages, augmentant l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Dans un contexte de faible accès aux services essentiels de base (santé, éducation, eau), les déplacements exercent une pression accrue sur les structures existantes.

#### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**M. Florent Méhaule**, Chef de bureau, mehaule@un.org, +235 68 85 10 04

**M. Abdoulaye Sawadogo**, Chef de bureau adjoint, sawadogoa@un.org, +235 68 85 10 05

**Mme Naomi Frerotte**, Chargée d'Information Publique, frerotte@un.org, +235 66 90 16 33

**Mme Clara Laire**, Chargée du Reporting / Plaidoyer, clara@un.org, + 235 66 90 17 14

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad> ou vous inscrire à notre [liste de distribution](#).